



C O R B I E

1, rue Faidherbe
80800 Corbie

24	A	19
----	---	----

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRÊTÉ MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Le Maire de Corbie,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L111-8-3, R123-46 et R123-14,
Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié,
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié,
Vu l'arrêté préfectoral n°02/103 et 02/107 portant création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité,
Vu la visite périodique sur site du centre hospitalier bâtiment V120 Arc en Ciel en date du 02 octobre 2023 par la commission de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de l'arrondissement d'Amiens,
Vu le code du travail,
Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP,
Vu l'arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie,
Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux chaufferies de plus de 70KW,
Vu Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 établissement de soins,
Vu Type U- Arrêté du 23 mai 1989 – Etablissement de soins
Vu l'avis favorable en séance qui s'est tenue en date du 17 octobre 2023 de ladite commission,

ARRETE

Article 1^{er}: l'établissement dénommé centre hospitalier bâtiment V 120 ARC EN CIEL type principal U – catégorie 4^{ème} - sis au **33 rue Gambetta à Corbie** est autorisée à ouvrir au public

Article 2: l'effectif public **240 personnes**, effectif hébergé **120 personnes**, dont **40 membres du personnel** pour un effectif total de **280 personnes**.

Article 3: l'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire, mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 4 : en application de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté par voie de recours gracieux auprès de M. le Maire ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens qui peut être saisi par le biais du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 5 : l'exploitant de l'établissement, Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Corbie, M. le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Corbie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Ampliation sera transmise à Mme la Préfète de la Somme et à M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Corbie.

Fait à Corbie, le 09 janvier 2024

Pour extrait conforme,

Le Maire

Ludovic GABREL



Procès-Verbal de la commission de sécurité arrondissement d'Amiens contre les risques de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public

Séance du 17 octobre 2023

Nom ou raison sociale :

558 – CENTRE HOSPITALIER BATIMENT V120 ARC EN CIEL

4ème catégorie - U

Adresse : 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

Nature du dossier : Étude - Levée de réserves suite à un avis défavorable –

Objet : suite à la VR du vendredi 13 août 2021

Avis Favorable

Rapport joint en annexe

Conformément aux dispositions des articles R 143-1 à R 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation, je vous serais obligé de bien vouloir notifier au pétitionnaire ce présent avis et de lui demander de lever sans délai les observations édictées. Il est rappelé que lors d'une visite, la commission de sécurité procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

Conformément aux dispositions de l'article R 143-34 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Le président,

Visé par
Lea MOURET-FORTUNY
RIO : 1449047
Le 30 oct. 2023 15:46:08 GMT

serialNumber=S262411832
CN=MINISTRE DE L'INTERIEUR -
signature_cachet_d2a05_mi
OU=0002 11001401600015
organizationIdentifier=NTRFR-11001401600015
O=MINISTRE DE L'INTERIEUR
C=FR
2023-10-30 16:46:08



**RAPPORT DE VISITE DE SECURITE INCENDIE ET PANIQUE
D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**
commission de sécurité arrondissement d'Amiens

Application de l'article 49 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié
relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

Date de la visite : 2 octobre 2023

Commune : CORBIE

Dénomination : 558 CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT V120 ARC EN CIEL

Adresse : 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

Nature et/ou objet de la visite :

Type : Groupe de visite

Nature : Périodique

Liste des textes applicables :

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

– Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux chaufferies de plus de 70 kW

Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins

Classement :

Genre : Établissement

Type principal : U « Établissements de santé publics ou privés dispensant des soins de psychiatrie, de suite ou de réadaptation, des soins de longue durée, à des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie dont l'état nécessite une surveillance médicale constante ».

Catégorie : 4^{ème}

Effectif public : 240

Dont effectif hébergé : 120

Effectif personnel : 40

Effectif total : 280

558

Historique :

13/08/2021 : Avis défavorable à la VR (remplacement du SSI A) en raison de l'absence de contrôle des installations électriques, incluant l'éclairage de sécurité par un organisme agréé.

Descriptif

Le centre hospitalier de Corbie est un site qui comprend :

- le bâtiment MAISON DE RETRAITE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment ARC EN CIEL V120 classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment MEDECINE classé en type U de 4^{ème} catégorie
- le bâtiment READAPTATION CARDIAQUE classé en type U de 5^{ème} catégorie
- le bâtiment SDO ASMIS classé en type W de 5^{ème} catégorie

Ces bâtiments (à l'exception du bâtiment SDO ASMIS) sont dotés d'installations fixes de gaz médicaux. Le chauffage du site est assuré au moyen du réseau de chauffage urbain. Les chaufferies gaz existantes installées dans les différents bâtiments sont conservées en cas de secours. Deux poteaux d'incendie privés sont implantés sur le site.

Descriptif du bâtiment ARC EN CIEL V120

Il s'agit d'un bâtiment R+3 avec sous-sol accueillant des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie. Il comprend notamment :

Au sous-sol (inaccessible au public) :

- des réserves
- 1 local réserve pharmacie
- 1 local coffret relayage
- 1 vestiaire et un bureau
- 1 local technique (traitement eau – dialyse)
- 1 chaufferie au gaz de puissance totale installée supérieure à 70 KW
- 1 groupe électrogène
- 1 transformateur

Au rez-de-chaussée :

- des bureaux
- des réserves
- 2 pharmacies
- 1 laverie
- 1 salle à manger
- 1 salle d'animation

Au 1^{er} étage :

- des chambres pour un total de 40 lits
- le poste du personnel soignant
- 1 bureau (où se trouve le tableau du SSI A)
- des vestiaires
- 1 office
- 1 salle de détente pour le public
- 1 salle de détente pour le personnel
- 1 local de rangement
- 1 réserve
- 1 lingerie

Au 2^{ème} étage :

- des chambres pour un total de 40 lits
- le poste du personnel soignant
- 1 bureau
- des vestiaires
- 2 réserves
- 1 office
- 1 salle de détente pour le public

- 1 salle de détente pour le personnel
- 1 lingerie

Au 3^{ème} étage (unité sécurisée) :

- des chambres pour un total de 40 lits
- le poste du personnel soignant
- 1 bureau
- des vestiaires
- 1 office
- 1 salle de détente pour le public
- 1 salle de détente pour le personnel
- 2 réserves
- 1 lingerie

Les étages sont desservis par 2 escaliers encloisonnés et 3 ascenseurs.

L'établissement est doté d'un équipement d'alarme de type 1 associé à un SSI A avec report à chaque niveau. Les circulations horizontales sont désenfumées mécaniquement.

La surveillance de nuit est assurée par au moins 3 personnels.

Observation(s) :

La commission a émis un avis défavorable suite à la visite de réception du 13/08/2021 (remplacement du SSI A) en raison de l'absence de contrôle des installations électriques, incluant l'éclairage de sécurité par un organisme agréé.

Une attestation de Mme Mascroz Piola Murielle, directrice du centre hospitalier a été remise. Celle-ci est traitée dans un rapport distinct.

Essais réalisés :

Sélecteur de porte palière escalier principal rez-de-chaussée : satisfaisant

Déverrouillage IS unité sécurisée R+3 (depuis commande manuelle salle de soins) : satisfaisant

DAI circulation R+1 face à la chambre 118 : satisfaisant

Arrêt pompier moteur 2 : satisfaisant

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X	Registre de sécurité	exploitant	
X	Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10)	APAVE	08/02/2023
X	Désenfumage mécanique : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10)	SIEMENS	19/09/2023
X	Désenfumage mécanique : Organisme agréé 3 ans et B	SSI A APAVE	18/09/2023
X	Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58)	VIRIA	06/09/2023
X	Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH 57)	VIRIA	06/09/2023
X	Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29)	APAVE	22/09/2023
X	Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19)	APAVE	21/11/2023

X Installations extérieures de protection contre la foudre : Tous les ans par un technicien compétent (EL 19)	APAVE	21/09/2022
X Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15)	APAVE	21/11/2023
X Ascenseurs Monte-charges : Tous les ans (AS 11)	APAVE	01/02/2023
X Ascenseurs Monte-charges : RVRE quinquennal des ascenseurs (AS 9)	APAVE	22/10/2020
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73)	SIEMENS	19/09/2023
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73)	APAVE	18/09/2023
X Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38)	DESAUTEL	14/11/2022
X Formation Exercice : Formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours	TC D'HEILLY	19/06/2023
X Relevé de vérification des PI/BI (MS 73)	DESAUTEL	12/04/2022
X Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33)	AIR LIQUIDE	14/08/2023
X Attestation indiquant que le bâtiment n'a pas fait l'objet de travaux électriques suite aux dégâts occasionnés en 2021	Mme Mascrez Piola Murielle	04/10/2023

Le(s) document(s) ci-dessus transmis le a (ont) été analysé(s) et fait (font) l'objet de la (les) prescription(s) déclinée(s) ci-dessous.

Prescription(s) :

Légende :

La (les) prescription(s) suivie(s) de la mention « **DEFAVORABLE** » motive(nt) l'avis défavorable.

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à la visite ainsi que l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Rappel(s) Réglementaire(s) :

- | | | |
|--|---|--|
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 8
GE 9 | 1 | Faire contrôler les installations techniques tous les ans par des techniciens compétents ou par des organismes agréés. |
| (ERP) Code de la
Construction et de
l'Habitation - R 143-22,
Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 2 | 2 | Soumettre au maire pour avis de la commission de sécurité tout projet de création, aménagement ou modification de l'établissement. |

- | | |
|---|---|
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - MS 73 | 3 Faire réaliser le contrôle annuel et triennal du système de sécurité incendie de catégorie A ou B, incluant le désenfumage mécanique, par un organisme agréé. |
|---|---|

Prescription(s) liée(s) à l'amélioration du niveau de sécurité :

- | | |
|---|--|
| (ERP) Code de la
Construction et de
l'Habitation - R 143-41 | 1 Mettre en place une signalétique relative aux affectations des différents locaux techniques et de rangement de manière à faciliter le repérage de l'intervention des services de secours. |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - MS 53 | 2 Disposer un plan des différentes zones de détection, de compartimentage et de désenfumage à proximité du SSI. |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - EL 11 | 3 Interdire l'usage des fiches multiples.
Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes. |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - MS 41 | 4 Afficher à chaque entrée un plan d'intervention amovible afin de faciliter son utilisation par les services de secours.
Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.
Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF X 08-070 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie.
Il doit représenter au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement.
Doivent y figurer, outre les dégagements, « les espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :
- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides ;
- des organes de coupure des sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme. |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - EL 18 | 5 Mettre en place un registre d'entretien du groupe électrogène, assurer un entretien régulier et des essais de l'installation sous la périodicité minimale suivante :
- tous les quinze jours, vérification du niveau d'huile, d'eau et de combustible, du dispositif de réchauffage du moteur et de l'état de la source utilisée pour le démarrage (batterie ou air comprimée).
- tous les mois, en plus des vérifications ci-dessus, essai de démarrage automatique avec une charge minimale de 50% de la puissance de groupe et fonctionnement avec cette charge pendant une durée minimale de trente minutes.
Les interventions ci-dessus et leurs résultats doivent être consignés dans le registre d'entretien qui doit être tenu à la disposition de la commission de sécurité. |
| Type U - Arrêté du 23 mai
1989 - Établissements de
soins - U 41 | 6 Compléter le schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie.
Il doit plus particulièrement, préciser les obligations définies à l'article U 47 ainsi que l'action du service de sécurité incendie prévu à l'article U 43, lors du déclenchement de l'alarme et de la confirmation d'un sinistre. Ce document est préparé par le chef de service de sécurité incendie, prévu à l'article MS 46, § 2, ou soumis à son avis lorsque son existence est imposée par les dispositions du présent chapitre. Il doit être tenu à jour. |

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-10	7	Faire lever par un technicien compétent les observations mentionnées dans le rapport établi par l'organisme agréé APAVE suite au contrôle quinquennal des ascenseurs.
(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-10	8	Faire lever par un technicien compétent les observations mentionnées dans le rapport établi par l'organisme agréé APAVE suite au contrôle annuel des ascenseurs.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - DF 1	9	Interdire toute présence de mobilier devant les amenées d'air afin d'assurer un désenfumage efficace des circulations horizontales.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 44	10	Installer un sélecteur de porte sur les blocs-portes résistant au feu et possédant deux vantaux équipés de ferme-portes afin d'assurer leur fermeture complète.
(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-10	11	Faire lever par un technicien compétent les observations mentionnées dans le rapport établi par l'organisme agréé APAVE suite au contrôle annuel des ascenseurs.

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Favorable

